

Anicet Niyonkuru à Bujumbura pour "préparer le retour" des leaders du CNARED

RFI, 07-10-2019 Une déléguation du Cnared à Bujumbura pour préparer le retour d'opposants en exil Au Burundi, une déléguation conduite par le secrétaire exécutif du Cnared, plateforme qui regroupe les opposants en exil se trouve à Bujumbura depuis le 5 octobre pour préparer le retour de ses collègues.

Le Burundi s'achemine-t-il vers le retour d'une partie des opposants burundais en exil regroupés au sein du Cnared après l'achèvement de la médiation régionale pour une sortie de crise dans ce pays ? Une déléguation conduite par le secrétaire exécutif du Cnared et président d'un petit parti, le Conseil des patriotes (CDP), Anicet Niyonkuru, se trouve à Bujumbura depuis le 5 octobre. Après avoir rencontré le ministre burundais de l'Intérieur, il a annoncé le 6 octobre être présent pour « préparer le retour » des leaders d'opposition en exil. La déléguation va rester jusqu'au jeudi 10 octobre au plus tard pour discuter, selon nos sources, des derniers réglages en vue d'arriver à un mémorandum d'entente entre les deux parties. Elle partira ensuite pour Bruxelles, où elle fera son rapport au reste de la direction du Cnared. Les premières discussions entre la déléguation du Cnared et des représentants du pouvoir burundais avaient lieu dès le 6 octobre mais il a fallu attendre la fin d'une rencontre officielle avec le puissant ministre de l'Intérieur Pascal Barandagiye le lendemain, pour que le secrétaire général du Cnared explique enfin à la presse les raisons de sa présence dans la capitale économique du Burundi. « Pour le moment, il s'agit juste de parler avec les dirigeants du pays pour préparer le retour du plus grand nombre de mes collègues qui sont encore à l'étranger, a déclaré Anicet Niyonkuru. Moi aussi, j'ai un pied dedans, un pied dehors. Si je dis que je suis rentré, il faut que je rentre avec tous mes collègues ». L'assistant du ministre de l'Intérieur, lui, a insisté surtout sur l'un des principaux points d'achoppement des tractations secrètes qui durent depuis plusieurs mois entre les deux parties : la levée des mandats d'arrêt lancés contre une trentaine d'opposants politiques, de figures de la société civile ainsi que de journalistes burundais, dont Gitega ne veut toujours pas entendre parler. « Nous interpellons tout Burundais à rentrer dans son pays natal, même ceux qui sont poursuivis par la justice burundaise, a expliqué Tharcisse Niyongabo. Cela ne veut pas dire que dès qu'ils arriveront au Burundi, ils seront directement incarcérés. Cela dépend des crimes qu'ils ont commis. C'est la justice qui jugera après avoir entendu ces personnes ». Discussions secrètes Il s'agit de l'aboutissement de plusieurs mois de discussions secrètes entre le pouvoir du président Pierre Nkurunziza et ce qui reste du Cnared après le départ de plusieurs de ses ténors en vue de sa participation aux élections de 2020. Les premiers contacts secrets ont eu lieu en Europe il y a plus d'un an. Mais il a fallu d'abord que le Cnared vole en éclats et que tous les leaders de l'opposition burundaise accusés d'être « intransigeants » quittent le navire pour voir ce processus de rapprochement s'accroître. Le Cnared dirigé par Jean Minani a fait le premier pas en juin de cette année, en annonçant être prêt à participer aux élections de 2020. Fin août, une déléguation de cette plateforme a discuté pendant deux jours à Nairobi avec l'intermédiaire burundais, Édouard Nduwimana, un proche du président Pierre Nkurunziza sur des questions telles que la levée des mandats d'arrêt, retour d'exil des leaders d'opposition ou encore ouverture de l'espace politique. Les deux parties seraient alors parvenues à un pré-accord qui n'attendait plus que le feu vert de Gitega, selon des sources concordantes. Mais l'information a fuité dans la presse locale. Les durs du régime se sont rebiffés, le gouvernement a pris ses distances et l'intermédiaire a été obligé de sortir un communiqué dans lequel il assurait avoir agi de sa propre initiative.